Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les derniers « dossiers Twitter » révèlent que des responsables de Biden ont collaboré avec Twitter pour la censure généralisée des experts médicaux

Twitter s'est livré à une censure généralisée à l'encontre d'éminents scientifiques et experts médicaux pour avoir publié des contenus qui contredisaient le récit officiel de la COVID-19, selon le dernier dépôt de documents « dossiers Twitter », publié le 26 décembre 2022 par le journaliste d'investigation et auteur David Zweig.

Par Michael Nevradakis
Mondialisation.ca, 04 janvier 2023
The Defender 3 janvier 2022

Thème: Désinformation médiatique, Science et médecine, Services de renseignements
Analyses: COVID-19

Twitter s'est livré à une censure généralisée à l'encontre d'éminents scientifiques et experts médicaux pour avoir publié des contenus qui contredisaient le récit officiel de la COVID-19, selon le dernier dépôt de documents « dossiers Twitter », publié le 26 décembre 2022 par le journaliste d'investigation et auteur David Zweig.

Selon M. Zweig, une grande partie de cette censure a été mise en place à la demande de l'administration Biden, qui a déclaré que des documents internes ont révélé que l'administration Biden était « très en colère » que Twitter ne s'engage pas dans une plus grande censure.

Les précédents volets des « dossiers Twitter » portaient sur la censure politique et l'utilisation généralisée de listes noires secrètes et de bannissements fantômes, l'implication directe d'agences telles que le FBI dans cette censure sur Twitter et la collusion de Twitter avec le Pentagone et l'armée américaine pour protéger les comptes qui perpétuent la propagande.

Seule une quantité limitée de contenu lié à COVID-19 a été révélée précédemment dans le cadre de la publication en cours des « dossiers Twitter », principalement l'information selon laquelle le professeur de l'Université de Stanford, le Dr Jay Bhattacharya, un critique ouvert des vaccins et des confinements COVID-19, a été placé sur une liste noire par Twitter.

Pendant ce temps, le 1er janvier, le PDG de Twitter, Elon Musk, a tweeté que 2023 « ne sera pas ennuyeux », et a répondu au commentaire de l'auteur Juanita Broaddrick « attendant ... pour #FauciFiles » avec : « Plus tard cette semaine. »

> "Twitter files" Part 8 reveals another layer of collusion between Twitter + U.S. gov, including that Twitter protected numerous accounts and personas created by the U.S. military for the dissemination of propaganda in the Middle East and beyond.https://t.co/FWno6dS8eK

> — Robert F. Kennedy Jr (@RobertKennedyJr) December 21, 2022

M. Zweig : « Twitter a truqué le débat sur la COVID »

Dans une série de 39 tweets postés le 26 décembre, M. Zweig, au nom de The Free Press, a révélé des informations et des documents montrant comment, selon ses termes, « Twitter a truqué le débat sur la COVID. »

Cela a été accompli, selon M. Zweig, « en censurant les informations qui étaient vraies mais gênantes pour la politique américaine [government] », « en discréditant les médecins et autres experts qui n'étaient pas d'accord » et « en supprimant les utilisateurs ordinaires, y compris certains qui partageaient les données des CDC [Centers for Disease Control and Prevention] propres [emphasis original]. »

Cette censure, selon M. Zweig, s'est souvent produite avec l'implication directe du gouvernement américain, notamment de la part de l'administration Biden.

M. Zweig, dont le travail a déjà été publié par le New York Times, The Atlantic et le New York Magazine, a écrit : « Le gouvernement des États-Unis a fait pression sur Twitter et d'autres plateformes de médias sociaux pour qu'ils mettent en avant certains contenus et suppriment d'autres contenus sur le COVID-19. »

Les administrations Biden et Trump avaient toutes deux, à des degrés divers, fait pression sur Twitter pour qu'il « modère le contenu pandémique de la plateforme selon leurs souhaits », selon M. Zweig, citant « des dossiers internes à Twitter que [he] a consultés ».

Cela a donné lieu à l'élaboration d'un récit officiel lié à COVID-19 par Twitter. Twitter a décidé, par le biais des tendances politiques de ses cadres supérieurs et de la pression exercée par le site [government], que l'approche de la pandémie adoptée par les autorités de santé publique, qui privilégie l'atténuation des effets de la pandémie par rapport à d'autres préoccupations, était « la science », a déclaré M. Zweig.

M. Zweig a tweeté :

> 37. Twitter made a decision, via the political leanings of senior staff, and govt pressure, that the public health authorities' approach to the pandemic – prioritizing mitigation over other concerns – was "The Science" . . .
>
> — David Zweig (@davidzweig) December 26, 2022

Alors que, selon M. Zweig, l'administration Trump était largement « préoccupée par les achats de panique » dans les premiers jours de la pandémie de COVID-19, rencontrant des cadres de Twitter, Facebook, Google, Microsoft et d'autres, l'administration Biden était beaucoup plus préoccupée par les « comptes des anti-vaxxers ».

Selon M. Zweig, l'un de ces « comptes anti-vaxxer » visés par les responsables de Biden était celui de l'ancien journaliste du New York Times Alex Berenson. Au cours de l'été 2021,

écrit M. Zweig, Biden a déclaré que les sociétés de médias sociaux « tuaient les gens » pour avoir autorisé les informations sur les vaccins.

Twitter a suspendu M. Berenson dans les heures qui ont suivi les propos de M. Biden, puis l'a banni définitivement. M. Berenson a intenté un procès à Twitter et, dans le cadre d'un règlement éventuel, Twitter « a été contraint de publier certaines communications internes, qui montraient une pression directe de la Maison Blanche sur l'entreprise pour qu'elle prenne des mesures concernant Berenson ».

Les documents accompagnant les tweets postés par M. Zweig concernant M. Berenson ont révélé des discussions internes au sein du personnel de Twitter sur leur canal de communication privé Slack, révélant des pressions externes pour bannir M. Berenson de la plateforme. Ces informations ont été accompagnées de preuves de réunions entre la Maison Blanche et Lauren Culbertson, alors responsable de la politique publique américaine de Twitter.

Les communications de Mme Culbertson ont montré que l'administration Biden était « très en colère » parce que, selon les mots de M. Zweig, « Twitter n'avait pas été plus agressif dans la déplétion de comptes multiples... ils voulaient que Twitter fasse plus. »

« Les dirigeants de Twitter n'ont pas entièrement capitulé devant les souhaits de l'équipe Biden », a déclaré M. Zweig, mais ils ont néanmoins « supprimé les opinions – dont beaucoup émanaient de médecins et d'experts scientifiques – qui entraient en conflit avec les positions officielles de la Maison Blanche. »

« En conséquence, les conclusions et les questions légitimes qui auraient permis d'élargir le débat public ont disparu », a déclaré M. Zweig.

M. Zweig a noté qu'une grande partie de la modération du contenu était « effectuée par des robots » qui étaient « trop grossiers pour un travail aussi nuancé », ou par des « contractants, dans des endroits comme les Philippines » qui étaient des « non-experts » chargés de « juger des tweets sur des sujets complexes comme la myocardite et les données sur l'efficacité des masques».

En fin de compte, selon M. Zweig, « la responsabilité incombe aux employés de haut niveau de Twitter qui ont choisi les entrées pour les bots et les arbres de décision, et qui ont fait remonter subjectivement les cas et les suspensions » sur la base de « préjugés individuels et collectifs ».

Avec COVID-19, écrit M. Zweig, « ce parti pris s'est fortement orienté vers les dogmes de l'establishment ».

« Inévitablement, le contenu dissident mais légitime a été étiqueté comme de la désinformation », a déclaré M. Zweig et, en conséquence, « les comptes de médecins et d'autres personnes ont été suspendus à la fois pour avoir tweeté des opinions et des informations manifestement vraies. »

L'un de ces médecins était le Dr Martin Kulldorff, épidémiologiste à la Harvard Medical School. Des courriels internes ont montré une « intention d'action » visant M. Kulldorff pour avoir violé la « politique de désinformation sur le COVID-19 » de Twitter et partagé « de fausses informations concernant l'efficacité des vaccins contre la COVID-19, ce qui va à l'encontre des directives des CDC ».

Le tweet en question de M. Kulldorff, daté du 15 mars 2021, indiquait : « Non. Penser que tout le monde doit être vacciné est aussi scientifiquement défectueux que de penser que personne ne devrait l'être. Les vaccins contre la COVID sont importants pour les personnes âgées à haut risque et leurs soignants. Ceux qui ont déjà eu une infection naturelle n'en ont pas besoin. Ni les enfants. »

Selon M. Zweig, bien qu'il s'agisse de « l'opinion d'un expert » et « d'une opinion qui se trouvait également être conforme aux politiques de vaccination de nombreux autres pays », le tweet de M. Kulldorff « a été considéré comme une « fausse information » par Twitter simplement parce qu'il différait des directives des CDC ».

En conséquence, une étiquette « trompeuse » a été ajoutée au tweet de M. Kulldorff, « les réponses et les commentaires ont été supprimés » et la visibilité du tweet a été réduite.

Ces actions ne se limitent pas aux tweets d'un seul médecin. « Lors de mon examen des dossiers internes, j'ai trouvé d'innombrables cas de tweets qualifiés de « trompeurs » ou supprimés entièrement, déclenchant parfois des suspensions de compte, simplement parce qu'ils s'écartaient des orientations des CDC ou différaient des vues de l'établissement », a déclaré M. Zweig.

Le tweet d'un utilisateur a été qualifié de « trompeur » alors qu'il affichait les propres données des CDC, après avoir été signalé par un robot et avoir reçu de nombreux « tattles » (jargon interne de Twitter pour les rapports soumis manuellement par les utilisateurs). Un examen manuel du tweeta suivi, conduisant à l'application d'étiquette « trompeur ».

« De manière révélatrice », écrit M. Zweig, le tweet en question a été écrit en réponse « à un tweet qui contenait de véritables fausses informations », mais qui néanmoins « reste sur la plateforme, et sans étiquette « trompeuse ». »

Des données provenant d'études évaluées par des pairs « signalées ou supprimées »

M. Zweig a également fait référence à plusieurs autres cas où des tweets faisant référence à des données d'études publiées dans des revues à comité de lecture ont été « signalés ou supprimés ».

Un utilisateur, le Dr Andrew Bostom, médecin de Rhode Island, a contacté Twitter par l'intermédiaire de son avocat après avoir été suspendu définitivement de la plateforme pour avoir posté des données publiées dans la revue Andrology, selon lesquelles « la vaccination primaire contre la COVID-19 par l'ARNm BNT162b altère temporairement la concentration du sperme et le nombre total de motiles chez les donneurs de sperme ».

Un examen interne a suivi, concluant qu'une seule des cinq « violations » de M. Bostom était valable. Selon M. Zweig, cette violation « valide » concernait un tweet qui « citait des données légitimes mais qui ne cadraient pas avec le discours de l'establishment de la santé publique », à savoir que la grippe « est plus mortelle que la COVID-19 chez les enfants ».

Il y a même eu un lobbying interne – décrit par M. Zweig comme « le parti pris humain qui s'emballe » – pour modérer le tweet suivant du président Donald Trump, le 5 octobre 2020 :

> I will be leaving the great Walter Reed Medical Center today at 6:30 P.M. Feeling really good! Don't be afraid of Covid. Don't let it dominate your life. We have developed, under the Trump Administration, some really great drugs &

> knowledge. I feel better than I did 20 years ago!
>
> — Donald J. Trump (@realDonaldTrump) October 5, 2020

Selon M. Zweig, un « échange surréaliste » a suivi en interne le même jour, impliquant Jim Baker, un ancien avocat du FBI qui était alors le conseiller général adjoint de Twitter, qui a demandé « pourquoi le fait de dire aux gens de ne pas avoir peur ne constituait pas une violation de la politique de désinformation COVID-19 de Twitter ».

Yoel Roth, alors responsable de la confiance et de la sécurité chez Twitter, a répondu que « l'optimisme n'était pas une désinformation ».

En résumant cet épisode de la publication des « dossiers Twitter », M. Zweig a écrit :

« À quoi auraient pu ressembler cette pandémie et ses suites s'il y avait eu un débat plus ouvert sur Twitter et d'autres plateformes de médias sociaux – sans parler de la presse grand public – sur les origines de la COVID, sur les confinements, sur les véritables risques de la COVID chez les enfants, et bien plus encore ? »

Les préjugés internes révélés par M. Zweig ont été confirmés par une autre série de tweets de M. Musk le 28 décembre, révélant qu'un « Fauci Fan Club », en référence au Dr Anthony Fauci, existait sur l'un des canaux de communication internes de Twitter, Slack.

Avant cela, M. Musk a tweeté un article de Yahoo ! News révélant qu'en 2012, M. Fauci a rédigé un article de journal plaidant en faveur de la recherche sur le gain de fonction qui, à l'époque, avait été mise en pause.

Les médecins et les scientifiques réagissent

Plusieurs experts médicaux et scientifiques soumis à la censure de Twitter ont réagi publiquement à la dernière publication des « dossiers Twitter ».

M. Kulldorff, dans une interview récente avec The Epoch Times, a déclaré :

« Il devrait y avoir une discussion ouverte. Vous ne pouvez pas vous attendre à ce que les gens fassent confiance à la santé publique et à la communauté scientifique si vous n'avez pas cette communication ouverte et ce débat ouvert. »

« Je pense que pour beaucoup de gens, ils n'ont entendu qu'une seule voix », a déclaré M. Kullldorff. « Et quand ils ont entendu des voix alternatives, [those voices] a été en quelque sorte rejeté comme des excentriques. Mais ce n'est pas comme ça que la médecine ou la science fonctionne. »

Le gouvernement « ne devrait pas du tout être impliqué » dans l'influence du contenu des plateformes de médias sociaux, selon M. Kulldorff, qui s'est demandé si d'autres scientifiques étaient « impliqués dans l'incitation de Twitter à censurer leurs collègues scientifiques qui avaient une opinion différente ».

Comme l'a précédemment rapporté The Defender, une étude évaluée par des pairs et publiée en novembre 2022 a révélé que de nombreux médecins et scientifiques ayant exprimé publiquement des opinions ou des données contraires à la politique officielle de

COVID-19 ont été soumis à la censure ou démis de leurs fonctions, souvent par les institutions pour lesquelles ils travaillaient.

Selon le Dr Joseph Mercola, les « dossiers Twitter » révèlent l'existence d'un « État profond » et aussi que « l'anarchie de nos agences de renseignement et la guerre psychologique contre le public américain sont bien pires que ce à quoi la plupart des gens s'attendaient ».

D'autres experts médicaux ont profité de l'occasion pour discuter et débattre ouvertement des questions relatives aux vaccins et aux mesures COVID-19.

Lors d'une discussion en direct sur Twitter Spaces le 28 décembre, qui a duré plus de quatre heures et a été animée par le blogueur Matt Wallace, un panel d'experts, dont les docteurs Ryan Cole, Simone Gold, Scott Jensen et Aaron Kheriaty, ainsi que des journalistes et des militants, dont Tara Bull de Fox Business et Tom Fitton de Judicial Watch, ont débattu de ces questions.

En introduisant la discussion, M. Wallace a déclaré que « pendant trop longtemps, de nombreuses vérités sur la COVID ont été interdites, supprimées et rejetées ». Il a reconnu que M. Musk a permis au panel de « parler librement de certaines de ces questions que nous ne pouvions pas aborder auparavant ».

La Chambre des représentants demande une enquête

Dans ce tourbillon d'activités récentes, Ella Irwin, la nouvelle responsable de la confiance et de la sécurité chez Twitter, a indiqué sur Twitter, le 28 décembre, que l'examen de « milliers de comptes suspendus » était en cours et qu'il prendrait environ 30 jours.

Cette révision fait partie de l'amnistie générale des comptes suspendus annoncée par M. Musk dans un tweet du 24 novembre. Selon Mme Irwin, cette amnistie s'applique aux « utilisateurs qui n'ont pas proféré de menaces de préjudice/violence, de fraude ou d'autres activités illégales ».

Et en réponse aux « dossiers Twitter » publiés jusqu'alors, les républicains de la commission judiciaire de la Chambre des représentants, menés par le nouveau président, le Rep. Jim Jordan (R-Ohio), ont remis une lettre exigeant que le directeur du FBI, Christopher Wray, remette les dossiers de toutes les communications et de tous les paiements impliquant Twitter.

Selon la lettre, co-écrite par M. Jordan et le représentant Mike Johnson (R-La.), « nous enquêtons sur la politisation et les abus du Federal Bureau of Investigation, ainsi que sur la censure des conservateurs en ligne par Big Tech ».

La lettre indique en outre :

« Ces documents montrent que le FBI a entretenu cette relation avec Twitter en dehors de tout besoin particulier pour une enquête spécifique, mais comme une opération de surveillance permanente et continue.

« Ces révélations renforcent tristement nos profondes inquiétudes concernant la mauvaise conduite du FBI et son hostilité au premier amendement. »

Just the News a rapporté que M. Jordan prévoit « une vaste enquête sur les pratiques du FBI

et du ministère de la Justice, y compris la censure, l'espionnage des enquêteurs du Congrès, l'utilisation d'informateurs confidentiels et le ciblage de parents comme terroristes nationaux ».

Michael Nevradakis, Ph.D.

La source originale de cet article est The Defender
Copyright © Michael Nevradakis, The Defender, 2023

Articles Par : Michael Nevradakis

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca